

# Allemagne : De l'accueil au refoulement des migrants, la mue contrainte d'Angela Merkel

dimanche 8 juillet 2018, par [WIEDER Thomas](#) (Date de rédaction antérieure : 4 juillet 2018).

**La chancelière allemande a cédé progressivement à ses détracteurs depuis 2015.**

Sommaire

- [Toujours plus de fermeté](#)
- [« La logique des nouvelles](#)

Pour une fois, les conservateurs bavarois de l'Union chrétienne-sociale (CSU) sont satisfaits. « Nous nous sentons renforcés », s'est félicité Alexander Dobrindt, le chef de file des députés CSU au Bundestag, mardi 3 juillet, au lendemain de l'accord arraché par son parti à l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel. Après trois semaines d'un bras de fer sans précédent entre les deux « partis frères » de la droite allemande, le ministre de l'intérieur et président de la CSU, Horst Seehofer, a obtenu de la chancelière ce qu'il voulait : le refoulement des demandeurs d'asile arrivant en Allemagne et déjà enregistrés dans un autre pays européen. En attendant d'être expulsés, ceux-ci seront transférés dans des « centres de transit » près de la frontière autrichienne. Un accord dont le Parti social-démocrate (SPD) doit dire, jeudi soir, s'il peut l'accepter, mais dont le secrétaire général de la CSU, Markus Blume, a déjà affirmé qu'il marquait « un tournant dans la politique d'asile » de l'Allemagne.

Un tournant ? La réalité est plus compliquée. La période pendant laquelle l'Allemagne a été pleinement ouverte aux demandeurs d'asile n'a en fait duré que deux mois. Elle a commencé le 5 septembre 2015, quand M<sup>me</sup> Merkel a décidé de laisser entrer les milliers de réfugiés arrivant d'Autriche après avoir été bloqués en Hongrie. Elle s'est achevée le 13 novembre 2015, quand la chancelière a annoncé que l'Allemagne allait de nouveau appliquer les accords de Dublin, qui obligent les migrants à déposer leur demande d'asile dans le pays de l'Union européenne (UE) où ils sont arrivés en premier.

## **Toujours plus de fermeté**

Cette décision a d'emblée été perçue comme une rupture. En promettant d'appliquer les accords de Dublin, qu'elle n'avait cessé de qualifier d'« obsolètes » au cours des semaines précédentes, la chancelière cherchait à dissuader les réfugiés passés par un autre pays européen - la majorité d'entre eux - de rejoindre l'Allemagne, ceux-ci étant désormais prévenus qu'ils risquaient de se faire expulser.

Les décisions prises par la suite allèrent toutes dans le même sens : montrer qu'en matière de politique migratoire, l'heure était désormais à toujours plus de fermeté. Le 25 février 2016, le gouvernement fit ainsi adopter un projet de loi durcissant drastiquement les conditions du regroupement familial. Le 18 mars 2016, l'UE signait avec la Turquie un accord qui prévoyait notamment que les « migrants irréguliers » arrivant en Grèce pourraient être refoulés en Turquie.

Un texte dont M<sup>me</sup> Merkel fut l'une des plus ardentes promotrices et qui contribua à faire significativement baisser les flux migratoires en provenance du Moyen-Orient : alors que près de 200 000 migrants avaient gagné les îles grecques entre décembre 2015 et février 2016, ils n'étaient plus que 3 500 sur la même période un an plus tard.

La parenthèse ouverte à la fin de l'été 2015 était donc déjà largement refermée. Le gouvernement lui-même revendiquait cette rupture. « Ce que nous faisons aujourd'hui est tout le contraire de la politique des frontières ouvertes de l'an passé », déclarait ainsi Sigmar Gabriel, alors ministre de l'économie et président du Parti social-démocrate (SPD), au printemps 2016. De son côté, la chancelière s'efforça de corriger son image, afin de montrer que ses priorités avaient changé. « Si nous devons commencer à nous excuser de montrer un visage amical à des gens en situation de détresse, alors ce n'est plus mon pays », avait-elle affirmé, le 15 septembre 2015. « Nous avons besoin d'une mobilisation nationale pour que les demandeurs d'asile déboutés soient reconduits à la frontière », déclarait-elle un an plus tard. « Il ne reste plus grand-chose du "visage amical" dont parlait Merkel pendant la crise des réfugiés », analysait l'hebdomadaire *Die Zeit*, le 7 décembre 2016. Deux mois plus tôt, la chancelière avait annoncé qu'elle n'emploierait plus sa fameuse formule « *Wir schaffen das* » (nous y arriverons), si souvent critiquée par ses contempteurs depuis la première fois qu'elle l'avait utilisée, le 31 août 2015.

### **« La logique des nouvelles extrêmes droites »**

Un nouveau pas fut franchi après les élections législatives du 24 septembre 2017, marquées par l'élection de 92 députés du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD). Jusque-là, la chancelière avait toujours refusé d'accéder à la principale demande de la CSU depuis 2015 : la fixation d'un « plafond » (*Obergrenze*) au nombre de réfugiés susceptibles d'être accueillis chaque année outre-Rhin. « Sur la question du plafond, ma position est claire : jamais je ne l'accepterai », avait-elle assuré, le 16 juillet 2017. Le 9 octobre 2017, elle signait pourtant avec M. Seehofer un accord limitant à 200 000 le nombre annuel de demandeurs d'asile - exactement le seuil réclamé par le futur ministre de l'intérieur. Le mot « plafond » ne figurait pas dans l'accord, mais personne n'était dupe. « N'est-ce pas un pur reniement ? », lui demanda ce jour-là un journaliste. « La question est légitime », admit la chancelière, avant d'ajouter : « Mais toute chose a un temps. Hier, c'était hier... »

Cet épisode apparaît rétrospectivement comme fondateur. De l'automne 2015 à l'automne 2017, M<sup>me</sup> Merkel était assez forte pour résister à l'aile droite de sa majorité. Depuis, elle n'en a plus les moyens. De ce point de vue, son récent bras de fer avec M. Seehofer sur les expulsions de demandeurs d'asile enregistrés dans un autre pays de l'UE ne fait que répéter - dans sa dramaturgie - celui d'il y a quelques mois sur le « plafond ». Dans les deux cas, la chancelière a fini par céder, sur l'essentiel, aux exigences de la CSU de M. Seehofer.

Cette fois, les réactions sont toutefois beaucoup plus sévères qu'il y a quelques mois. « Le prix payé pour la préservation de l'alliance CDU-CSU est trop élevé. [Merkel] suit désormais la logique des nouvelles extrêmes droites », s'indignait, mercredi matin, le quotidien *Süddeutsche Zeitung*. Un constat partagé, y compris par l'AfD. « Nous avons finalement réussi à ce que M<sup>me</sup> Merkel fasse ce qu'elle avait toujours refusé : créer des centres pour demandeurs d'asile et refouler à la frontière les migrants illégaux », se sont félicités, mardi, Alexander Gauland et Alice Weidel, les deux coprésidents du groupe AfD au Bundestag. Jamais, depuis 2015, l'extrême droite n'avait ainsi salué une décision de M<sup>me</sup> Merkel.

**Thomas Wieder** (Berlin, correspondant)

---

**P.-S.**

\* LE MONDE | 04.07.2018 à 11h05 :

[https://abonnes.lemonde.fr/europe/article/2018/07/04/de-l-accueil-au-refoulement-des-migrants-la-mue-contrainte-d-angela-merkel\\_5325642\\_3214.html](https://abonnes.lemonde.fr/europe/article/2018/07/04/de-l-accueil-au-refoulement-des-migrants-la-mue-contrainte-d-angela-merkel_5325642_3214.html)